l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 01/02/2021

De la crise de nerfs à la révolte sociale ?

Confinera, confinera pas ? Voilà plusieurs jours que le gouvernement souffle le chaud et le froid. Nos nerfs sont à vif. Les mesurettes annoncées par Castex vendredi n'auront qu'un effet à la marge sur la propagation du virus et ne peuvent faire oublier le fiasco de la campagne vaccinale. Depuis un an que ça dure, quand allons-nous sortir de cette valse de confinements et déconfinements décidés en fonction des seuls profits des grands groupes capitalistes, au mépris de notre santé et de nos vies ?

Faillite du système capitaliste

Après les échecs des campagnes de dépistage et de vaccination, voilà que les labos annoncent des retards de production et livraisons. C'est qu'ils ne fabriquent pas des médicaments ou des vaccins : ils fabriquent du profit pour leurs actionnaires. Alors que la mise en commun des capacités de production des entreprises pharmaceutiques serait une nécessité, les États se soumettent aux lois de la concurrence capitaliste. Il a fallu de longues négociations pour que Sanofi aide à mettre en flacon les vaccins Pfizer, mais pas question qu'il en produise, car c'est la guerre des brevets. Pendant ce temps, l'épidémie progresse et ce sont les classes populaires qui en paient le prix.

Les profiteurs de guerre

L'effet premier et majeur des restrictions imposées, c'est l'appauvrissement et la précarisation du monde du travail. Selon le dernier rapport d'Oxfam (un observatoire contre les inégalités), 715 000 emplois ont été supprimés dans l'intérim en France, sans compter les CDD non renouvelés. Et ceux qui bénéficient d'un CDI ne sont pas épargnés avec les baisses de revenu liées au chômage partiel. Au total, en France, un million de personnes a basculé dans la pauvreté depuis le début de l'épidémie.

Moins de 1 % des 100 milliards d'euros du plan de relance est consacré à lutter contre la pauvreté. Un vrai drame pour des millions de jeunes qui se retrouvent sans revenu après la perte de leur job. Un drame pour celles et ceux qui ne peuvent plus payer leur loyer. Mais cette manne arrose les grands groupes licencieurs Total, Renault, Air France, Carrefour et même Sanofi qui supprime des centaines de postes dans la recherche médicale : on marche sur la tête ! Guère étonnant que les capitalistes, derrière ces groupes gavés d'argent public, aient vu leur fortune augmenter depuis le début de la pandémie. Celle des quarante-et-un milliardaires français a dépassé son niveau d'avant la crise et sept d'entre eux possèdent autant que les 30 % les plus pauvres.

Pour un programme d'auto-défense du monde du travail

Face à cette situation, la lassitude et l'exaspération pourraient laisser place à la colère et à la révolte. Aux Pays-Bas, la mise en place d'un couvre-feu a été accueillie par des émeutes. Ici et là dans le monde, la contestation prend des formes de colère aveugle contre le confinement, que l'extrême droite cherche à utiliser. Mais des luttes du monde du travail ne vont pas manquer d'arriver, dans lesquelles les travailleurs en mouvement vont devoir avancer leur programme d'auto-défense face à l'urgence sociale et sanitaire :

– le secteur de la santé doit être tiré des griffes des intérêts privés : abolition du secret commercial et du monopole des brevets, réquisition des entreprises stratégiques et placement sous le contrôle des travailleurs de leurs activités ;
– les services publics de la santé, de l'éducation, des transports, de la culture doivent recevoir les centaines de milliards de l'État leur donnant les moyens en personnel et en locaux qui limitent les brassages et leur permettent de fonctionner en toute sécurité sanitaire ;
– interdiction des licenciements et des suppressions de postes, partage et réduction du temps de travail, sans perte de salaire ;
– un programme d'urgence d'aide à la jeunesse privée de revenus.

Ces points sont à discuter entre nous qui produisons tout, et à avancer pour nos mobilisations à venir. Dans le pays, les morts du Covid se comptent par dizaines de milliers, les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont huit millions, trois millions de plus qu'avant le Covid (selon le rapport Oxfam), et innombrables dans le monde. Le drame est à l'échelle internationale, ça suffit !

Ne nous laissons pas faire !

La crise sanitaire fait exploser les inégalités et sert de prétexte à de nombreux coups bas. Au travail, ce sont les licenciements, la pression sur les salaires, le manque d'effectif. La pauvreté progresse autour de nous, chez les étudiants mais aussi dans de nombreuses familles ouvrières. La fortune des plus riches, elle, a déjà retrouvé son niveau d'avant crise, quand elle ne l'a pas dépassé. Bernard Arnaud, par exemple, a vu sa fortune augmenter de 41 % entre mars et décembre 2020, soit un bond de 44 milliards d'euros !

Alors, face aux discours du gouvernement et du patronat qui nous somment de faire des efforts pour payer la crise économique, nous allons devoir réagir collectivement. La journée de grève interpro et intersyndicale du 4 février est une des occasions dont nous pouvons nous saisir pour riposter.

Manifestation à Besançon
Jeudi à 10 heures 30 place de la Révolution

Des embauches !

Après un an de crise sanitaire et tous les beaux discours sur les soignants sur « l'après » dans les hôpitaux, la situation de la santé ne s'est pas améliorée. Au CHS, il manque de plus en plus de personnel et la direction déshabille Pierre pour habiller Paul. Même les congés maternité ne sont plus remplacés.

La direction prétend qu'elle ne trouve pas de candidats pour embaucher, mais alors qu'attend-elle pour titulariser nos collègues en CDD ?

Une direction de CHU ramenée à la raison

Trop, c'était trop : au bloc opératoire pédiatrique de Toulouse-Purpan, alors qu'il manquait dix infirmières, la direction voulait augmenter l'amplitude horaire journalière. Le 11 janvier, aides-soignantes et infirmières se sont mises en grève et ont occupé le bloc et, malgré l'envoi d'un huissier avec des assignations, elles n'ont pas cédé.

Finalement, la direction a dû accorder l'intégralité des revendications : embauche de dix infirmières, stagiairisation des contractuelles, maintien des horaires, ainsi que le paiement correct des heures sup' en attendant les recrutements.

Empocher l'argent public… pour licencier

Mercredi dernier, les salariés de Sanofi étaient à nouveau mobilisés pour dénoncer la suppression de 1 000 emplois en France, dont 400 postes de chercheur. Sans faire de lien, la direction annonce que l'élaboration du vaccin contre le Covid a pris un retard considérable.

En pleine crise sanitaire, le groupe pharmaceutique affiche ses priorités, avec 7,5 milliards de profits annoncés l'an dernier, et 4 milliards de dividendes versés aux actionnaires. Et encaisse tranquillement les chèques de l'État : 200 millions d'euros d'aides à la recherche, notamment pour les vaccins.

Face à leur logique capitaliste, affirmons la nôtre : nos vies avant leurs profits !

Le glas sonne pour Poutine ?

Pour le deuxième week-end consécutif, un grand nombre de villes de Russie ont été le lieu de manifestations. Et à nouveau des milliers d'arrestations. L'« affaire Navalny » a mis le feu aux poudres. Ce politicien bourgeois assez classique, « libéral » et nationaliste anti-migrants, fait de l'ombre à Poutine. Navalny a subi des séjours en prison, une tentative d'empoisonnement et un retour… en prison ! Les thèmes anti-corruption qu'il agite trouvent un certain écho dans le pays.

Mais le succès de la flambée anti-Poutine dépasse Navalny. Chute des prix du gaz et pétrole, chute du rouble, licenciements et chômage, à quoi s'ajoutent les désastres dus à la pandémie : les classes populaires connaissent une baisse drastique du niveau de vie. Misère croissante pour le plus grand nombre et richesse provocante pour d'autres : jusqu'à ce que Poutine, comme d'autres, « dégage » ?

Interdiction de l'IVG : reprise des manifestations en Pologne

La semaine dernière, après sa suspension en raison des manifestations massives de l'automne, le gouvernement polonais a finalement entériné l'interdiction d'avorter, sauf en cas de viol ou de danger pour la vie de la mère. Depuis, chaque jour ou presque, les manifestants ont repris la rue avec une idée en tête et un cri au cœur : « c'est la guerre ! ».

Et ils auraient tort de désespérer : « Aujourd'hui l'Argentine, demain la Pologne ! », dit un autre slogan très scandé.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/